

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1946**

31 (3.8.1946)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
**GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION**

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtl. Veröffentlichungen

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, Hôtel Badischer Hof Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
 Annonces légales : 3 pfg. la ligne.

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
 Amtliche Veröffentlichungen die Zeile 3 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

SOMMAIRE

Pages

<b>Ordonnances, arrêtés et décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne</b>	
Ordonnance No 48 du 25 Juillet 1946, sur l'exécution des condamnations capitales prononcées par le Tribunal Général de Gouvernement Militaire . . . . .	259
Arrêté No 75 de l'Administrateur Général, en date du 13 Juillet 1946, relatif à la lettre d'agrément . . . . .	260
Arrêté No 80 de l'Administrateur Général, en date du 24 Juillet 1946, portant modification du ressort de compétence territoriale de cinq Tribunaux Sommaires de Gouvernement Militaire . . . . .	261
Décision No 9 du Commandant en Chef, en date du 13 Juillet 1946, modifiant l'annexe de la décision No 4 du 29 Décembre 1945 . . . . .	261
Décision No 76 de l'Administrateur Général, en date du 6 Juin 1946, rapportant les nominations des membres de la Chambre de Révision . . . . .	262
Rectificatif à l'ordonnance No 44 (page 208) (texte français seulement) . . . . .	262
Annonces Légales . . . . .	262

INHALT

Seite

<b>Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne.</b>	
VERORDNUNG Nr. 48 betreffend Vollstreckung der vom Tribunal Général de Gouvernement Militaire ausgesprochenen Todesstrafen . . . . .	259
VERFUGUNG Nr. 75 des Administrateur Général vom 13. Juli 1946, betreffend Erteilung von Genehmigungsbescheinigungen . . . . .	260
VERFUGUNG Nr. 80 des Administrateur Général vom 24. Juli 1946, betreffend Änderung des örtlichen Zuständigkeitsgebiets von fünf Tribunaux Sommaires de Gouvernement Militaire . . . . .	261
ANORDNUNG Nr. 9 des Commandant en Chef vom 13. Juli 1946, betreffend Abänderung der Anlage zur Anordnung Nr. 4 vom 29. Dezember 1945 . . . . .	261
ANORDNUNG Nr. 76 des Administrateur Général betreffend Aufhebung von Ernennungen von Mitgliedern der Chambre de Révision . . . . .	262
BERICHTIGUNG betreffend den französischen Text der Verordnung Nr. 44 (Seite 208) . . . . .	262
AMTLICHE VERÖFFENTLICHUNGEN . . . . .	262

**ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF**

**ORDONNANCE No. 48**

sur l'exécution des condamnations capitales prononcées par le Tribunal Général de Gouvernement Militaire.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne.

Vu le décret du 15 Juin 1945, portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 du Commandant en Chef Français en Allemagne, maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié,

Vu l'ordonnance No 2 du Commandement Suprême Interallié sur les tribunaux de Gouvernement Militaire,

**VERORDNUNGEN**

**VERORDNUNG Nr. 48**

betreffend Vollstreckung der vom Tribunal Général de Gouvernement Militaire ausgesprochenen Todesstrafen.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Verordnung Nr. 2 des Commandement Suprême Interallié über die Gerichte des Gouvernement Militaire,

Vu l'ordonnance No 41 du Commandant en Chef Français en Allemagne sur les tribunaux de Gouvernement Militaire, modifiant l'ordonnance No 2 du Commandement Suprême Interallié,  
Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,  
Le Comité Juridique entendu,

## ORDONNE :

ART. 1<sup>er</sup>. — Chaque fois que les circonstances l'exigeront les condamnations à la peine capitale prononcées par le Tribunal Général de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne seront exécutées par fusillade.

ART. 2. — L'exécution se fera dans la ville où est détenu le condamné ou dans toute autre localité que fixera le Tribunal Général.

ART. 3. — Le Commandant d'Armes de la Place désignée fera procéder à l'exécution sur réquisition du Commissaire du Gouvernement près le dit Tribunal ou de son délégué.

ART. 4. — Une instruction du Général Commandant en Chef régiera les modalités d'application de la présente ordonnance qui est immédiatement exécutoire comme loi dans la Zone Française d'Occupation et sera publiée au Journal Officiel du Commandant en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 25 Juillet 1946.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

Verordnung Nr. 41 des Commandant en Chef Français en Allemagne betreffend Abänderung der Verordnung Nr. 2 des Commandement Suprême Interallié über die Gerichte des Gouvernement Militaire, folgende

## VERORDNUNG.

Artikel 1. In jedem Falle, in dem die Umstände es gebieten, erfolgt die Vollstreckung der vom Tribunal Général de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation en Allemagne ausgesprochenen Verurteilungen zur Todesstrafe durch Erschießen.

Artikel 2. Die Vollstreckung findet in dem Orte statt, in dem sich der Verurteilte in Haft befindet, oder in einem anderen vom Tribunal Général zu bestimmenden Ort.

Artikel 3. Der Commandant d'Armes des angegebenen Ortes hat die Vollstreckung auf Ersuchen des Commissaire du Gouvernement bei dem vorerwähnten Gericht oder seines Delegierten ausführen zu lassen.

Artikel 4. Eine Anweisung des Général Commandant en Chef wird die Einzelheiten der Durchführung dieser Verordnung regeln. Die Verordnung tritt sofort als Gesetz in der Zone Française d'Occupation in Kraft und ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen.

BADEN-BADEN, den 25. Juli 1946.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

## ARRÊTÉS (Verfügungen)

## ARRÊTÉ No 75

de l'Administrateur Général relatif à la lettre d'agrément

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 5 du Commandant en Chef Français en Allemagne concernant le contrôle de l'Économie allemande à l'intérieur de la Zone Française d'Occupation,  
Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. — Dans chaque Province ou Land, des Autorités allemandes sont tenues d'organiser un service qui sera habilité à délivrer des lettres d'agrément dans les conditions indiquées ci-après.

ART. 2. — La lettre d'agrément est une invitation à entreprendre la fabrication de produits d'utilisation courante, paraissant répondre à des besoins certains.

Elle est adressée par les autorités allemandes de chaque Land qui peuvent sous cette forme soit agréer des initiatives émanant d'un industriel, soit inviter elles-mêmes un industriel à entreprendre une fabrication.

ART. 3. — La lettre d'agrément indique la nature, la qualité et la quantité de produits à fabriquer, leur valeur approximative, les délais dans lesquels la fabrication devra être entreprise et effectuée, ainsi que les conditions particulières relatives aux modalités et aux lieux de production. Elle comporte, en outre, un engagement du Land de racheter les produits faisant l'objet de la lettre d'agrément à un prix qui sera fixé dans chaque lettre, au cas où l'impossibilité de les écouler à ce prix aura été dûment constatée.

Une telle lettre d'agrément est dite "lettre d'agrément simple."

Sauf le cas de force majeure dûment constaté toute violation des clauses contenues dans la lettre d'agrément entraînera pour son titulaire la déchéance des avantages accordés.

ART. 4. — La lettre d'agrément, peut, en outre, stipuler que le Land accordera dans la limite d'un montant fixé dans chaque cas particulier sa garantie aux crédits qui seraient octroyés à l'entreprise en cause pour la fabrication des produits agréés.

Une telle lettre d'agrément est dite "lettre d'agrément avec demande de financement de la fabrication".

ART. 5. — Toute lettre d'agrément ne peut être modifiée ou reconduite que par voie d'avenant établi dans les mêmes conditions que la lettre elle-même.

ART. 6. — Le Directeur Général de l'Économie et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 13 Juillet 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## VERFUGUNG Nr. 75

des Administrateur Général betreffend Erteilung von Genehmigungsbescheinigungen.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 5 des Commandant en Chef Français en Allemagne betreffend Kontrolle der deutschen Wirtschaft innerhalb des französischen Besetzungsgebiets folgende

## VERFUGUNG.

Artikel 1. Die deutschen Behörden haben in jeder Provinz (Land) eine Dienststelle einzurichten, die dazu berufen ist, nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen Genehmigungsbescheinigungen zu erteilen.

Artikel 2. Die Genehmigungsbescheinigung stellt eine Anforderung zur Aufnahme der Fabrikation von Gegenständen des laufenden Bedarfs dar, die wirklichen Bedürfnissen zu entsprechen scheinen.

Die Genehmigungsbescheinigungen gehen von den deutschen Behörden eines jeden Landes aus, die in dieser Form entweder ihre Zustimmung zu Anregungen von Seiten eines Industriellen erteilen oder selbst einen Industriellen zur Aufnahme einer Fabrikation anregen können.

Artikel 3. Die Genehmigungsbescheinigungen haben Angaben zu enthalten über die Art, die Beschaffenheit, die Menge der herzustellenden Gegenstände, ihren ungefähren Wert, die Frist, binnen welcher die Fabrikation aufzunehmen und durchzuführen ist, ebenso die besonderen Einzelheiten über die Art und Weise und den Ort der Herstellung. Das Land hat sich überdies in der Genehmigungsbescheinigung zu verpflichten, die in dieser aufgeführten Erzeugnisse zu einem darin festgesetzten Preise zu übernehmen, falls die Unmöglichkeit des Absatzes zu diesen Preisen ordnungsmäßig festgestellt worden ist. Eine Bewilligungsbescheinigung dieser Art führt die Bezeichnung „einfache Genehmigungsbescheinigung“.

Abgesehen von Fällen höherer Gewalt, die ordnungsmäßig festzustellen sind, hat jede Verletzung der Bedingungen der Genehmigungsbescheinigung für deren Inhaber den Verlust der ihm zugebilligten Vergünstigungen zur Folge.

Artikel 4. Die Genehmigungsbescheinigung kann die Bestimmung enthalten, daß das Land in den Grenzen des für jeden Einzelfall festzusetzenden Betrages für die Kredite, die dem Unternehmen für die Fabrikation der genehmigten Erzeugnisse eingeräumt werden, die Garantie übernimmt. Eine Genehmigungsbescheinigung dieser Art führt die Bezeichnung „Genehmigungsbescheinigung mit Gesuch um Finanzierung der Fabrikation“.

Artikel 5. Die Änderung oder Erneuerung von Genehmigungsbescheinigungen kann nur durch einen Nachtrag erfolgen, für dessen Erteilung dieselben Bestimmungen wie für die Genehmigungsbescheinigung selbst gelten.

Artikel 6. Der Directeur Général de l'Économie et des Finances wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 13. Juli 1946. L'Administrateur Général  
E. LAFFON.

## ARRÊTÉ No 80

de l'Administrateur Général portant modification du ressort de compétence territoriale de cinq Tribunaux Sommaires de Gouvernement Militaire

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945 ;

Vu l'Ordonnance No 2 du Commandement Suprême Interallié relative aux Tribunaux de Gouvernement Militaire ;

Vu l'Ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne du 28 Juillet 1945 maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié ;

Vu l'arrêté No 2 de l'Administrateur Général du 14 Septembre 1945 portant organisation des Délégations pour le Gouvernement des Provinces ;

Vu l'arrêté No 43 de l'Administrateur Général du 2 Mars 1946 portant réorganisation des Tribunaux de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

Sur la proposition du Directeur Général de la Justice ;

## ARRÊTE :

ART. 1<sup>er</sup>. — Le Tribunal Sommaire de Lindau a compétence sur les cercles de Lindau, Wangen, Friedrichshafen.

ART. 2. — Le Tribunal Sommaire de Saulgau est supprimé.

ART. 3. — Est créé le Tribunal Sommaire de Ravensburg qui aura compétence sur les cercles de Ravensburg, Saulgau, Sigmaringen et Biberach.

ART. 4. — Le Tribunal Sommaire de Worms a compétence sur les cercles de Worms, Alzey et Bingen.

ART. 5. — Le Tribunal Sommaire de Frankenthal a compétence sur les cercles de Frankenthal, Ludwigshafen et Kirchheimbolanden.

ART. 6. — Le Directeur Général de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 24 Juillet 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## VERFUGUNG Nr. 80

des Administrateur Général betreffend Änderung des örtlichen Zuständigkeitsgebiets von fünf Tribunaux Sommaires du Gouvernement Militaire.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général de la Justice unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945.

Verordnung Nr. 2 des Commandement Suprême Interallié betreffend Gerichte der Militärregierung,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié oder in seinem Namen erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Verfügung Nr. 11 des Administrateur Général vom 14. September 1945 betreffend Organisation der Délégations pour le Gouvernement des Provinces,

Verfügung Nr. 43 des Administrateur Général vom 2. März 1946 über die Neuorganisation der Gerichte des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation

folgende

## VERFUGUNG.

Artikel 1. Das Tribunal Sommaire Lindau ist zuständig für die Kreise Lindau, Wangen und Friedrichshafen.

Artikel 2. Das Tribunal Sommaire Saulgau wird aufgehoben.

Artikel 3. Ein Tribunal Sommaire wird in Ravensburg errichtet, das für die Kreise Ravensburg, Saulgau, Sigmaringen und Biberach zuständig ist.

Artikel 4. Das Tribunal Sommaire Worms ist zuständig für die Kreise Worms, Alzey und Bingen.

Artikel 5. Das Tribunal Sommaire Frankenthal ist zuständig für die Kreise Frankenthal, Ludwigshafen und Kirchheimbolanden.

Artikel 6. Der Directeur Général de la Justice wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 24. Juli 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON.

## DECISIONS (Beschlüsse)

## DÉCISION No 9

du Commandant en Chef modifiant l'annexe de la décision No 4 du 29 Décembre 1945.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne, Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945.

## D É C I D E :

ART. 1<sup>er</sup>. — L'annexe à la décision du 29 Décembre 1945, portant création des Offices d'Intérêts Français en Zone Française d'Occupation est modifié comme suit :

## TABLEAU DES CIRCONSCRIPTIONS DES OFFICES D'INTÉRÊTS FRANÇAIS

## Zone Française d'Occupation

BADEN-BADEN	.....	Regierungsbezirk de Baden-Baden.
FRIBOURG en BRISGAU	.....	Regierungsbezirk de Fribourg et Regierungsbezirk de Constance.
TUBINGEN	.....	Wurtemberg (Zone Française et Américaine) et Sigmaringen.
SAARBRUCK	.....	Regierungsbezirk de la Sarre.
KOBLENZ	.....	Regierungsbezirk de Coblenz et de Trèves (Rhénanie) plus les Landkreise Hessois de Weserburg, Montabaur, Diez et St. Goarshausen.
MAYENCE	.....	Regierungsbezirk de Kaiserslautern (Palatinat) plus les Landkreise de Mayence, de Bingen, d'Alzey et de Worms (Hesse-Darmstadt).

ART. 2. — La présente décision sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 13 Juillet 1946.

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

## ANORDNUNG Nr. 9

des Commandant en Chef betreffend Abänderung der Anlage zur Anordnung Nr. 4 vom 29. Dezember 1945.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

folgende

## ANORDNUNG

Artikel 1. Die Anlage zu Anordnung vom 29. Dezember 1945 betreffend Errichtung der Offices d'Intérêts Français in dem französischen Besetzungsgebiet wird wie folgt abgeändert :

## Verzeichnis der Bezirke der Offices d'Intérêts Français in dem französischen Besetzungsgebiet :

BADEN-BADEN	.....	Regierungsbezirk Baden-Baden.
FREIBURG im BREISGAU	.....	Regierungsbezirk Freiburg und Regierungsbezirk Konstanz.
TUBINGEN	.....	Württemberg (französische und amerikanische Zone) und Sigmaringen.
SAARBRUCKEN	.....	Regierungsbezirk des Saargebiets.
KOBLENZ	.....	Regierungsbezirk Koblenz und Trier (Rheinland) und die hessischen Landkreise Weserburg, Montabaur, Diez und St. Goarshausen.
MAINZ	.....	Regierungsbezirk Kaiserslautern (Pfalz) und die Landkreise Mainz, Bingen, Alzey und Worms (Hessen-Darmstadt).

Artikel 2. Diese Anordnung ist im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen.

BADEN-BADEN, den 13. Juli 1946.

Der Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

## DÉCISION No 76

de l'Administrateur Général rapportant les nominations des membres de la Chambre de Révision

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

Vu l'ordonnance No 7 sur la révision et la grâce en matière de condamnations ;

Vu les décisions No 6 et 30 nommant les membres de la Chambre de Révision ;

Vu l'ordonnance No 40 portant réorganisation de la procédure de grâce et de révision en matière de condamnations prononcées par les Tribunaux de Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

## DÉCIDE :

ART. 1<sup>er</sup>. — Les décisions No 6 et 30 nommant les membres de la Chambre de Révision sont rapportées.

ART. 2. — Le Directeur Général de la Justice est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 6 Juin 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

## ANORDNUNG Nr. 76

des Administrateur Général betreffend Aufhebung von Ernennungen von Mitgliedern der Chambre de Révision.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt unter Bezugnahme auf Verordnung Nr. 7 betreffend Revision und Gnadenweis im Falle von Verurteilungen,

Anordnungen Nr. 6 und 30 betreffend Ernennung von Mitgliedern der Chambre de Révision,

Verordnung Nr. 40 über Neuorganisation des Gnaden- und Revisionsverfahrens bei Verurteilungen durch Gerichte der Militärregierung des französischen Besetzungsgebietes folgende

## ANORDNUNG

Artikel 1. Die Anordnungen Nr. 6 und 30 betreffend Ernennung der Mitglieder der Chambre de Révision werden aufgehoben.

Artikel 2. Der Directeur Général de la Justice wird mit der Durchführung dieser Anordnung beauftragt, die im Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 6. Juni 1946.

L'Administrateur Général  
E. LAFFON.

## RECTIFICATIF

à l'Ordonnance No 44 du 28 Mai 1946  
(page 208 du Journal Officiel No 26)

Article 19 paragraphe 2<sup>o</sup>

au lieu de :

. . . après le 12 Mars 1946

lire :

. . . après le 12 Mars 1936

Annonces Légales  
Amtliche VeröffentlichungenAMTSGERICHT MERZIG  
Konkursverfahren

Über den Nachlaß der in Merzig wohnhaft gewesenen Frau Witwe Anna Jaeger, Inhaberin der Firma Otto Jaeger, Installationsgeschäft in Merzig (Saar), wird heute am 15. Juli 1946, mittags 12½ Uhr, der Konkurs eröffnet, da die Firma Gebrüder Röchling Bank, Zweigniederlassung Merzig (Saar), der eine Forderung gegen den Nachlaß in Höhe von 60 650 RM zusteht, den Antrag auf Eröffnung des Nachlaßkonkursverfahrens gestellt und die Überschuldung des Nachlasses glaubhaft gemacht hat.

Der Prokurist Johann Bock in Merzig, Beethovenstraße, wird zum Nachlaßkonkursverwalter ernannt.

Nachlaßkonkursforderungen sind bis zum 2. September 1946 bei Gericht anzumelden.

Es wird zur Beschlußfassung über die Beibehaltung des Ernannenen die Wahl eines anderen Verwalters sowie über die Bestellung eines Gläubigerausschusses und eintretendenfalls über die in § 132 KO. bezeichneten Gegenstände auf den 12. August 1946, vormittags 11 Uhr, und zur Prüfung der angemeldeten Forderungen auf den 30. September 1946, vormittags 11 Uhr, vor dem unterzeichneten Gerichte Termin anberaumt.

Allen Personen, die eine zur Konkursmasse gehörende Sache im Besitz haben oder zur Konkursmasse etwas schuldig sind, wird aufgegeben, nichts an diejenigen, die Erben werden, zu verabfolgen oder zu leisten, auch die Verpflichtung auferlegt, von dem Besitze der Sache und von den Forderungen für die sie aus der Sache abgesonderte Befriedigung in Anspruch nehmen, dem Nachlaßkonkursverwalter bis zum 2. September 1946 Anzeige zu machen.

Das Amtsgericht in Merzig.  
Nr. 5

AMTSGERICHT VOLKLINGEN (Saar)  
Beschuß

Der Dreher Friedrich Rink, Ehemann von Emma Else geb. Fischer, in Völklingen, geboren am 3. Juni 1905 in Völklingen, wird für tot erklärt. Als Zeitpunkt des Todes wird der 30. Mai 1945, 24 Uhr, festgestellt.

Völklingen (Saar), den 18. Juli 1946.

Das Amtsgericht, Abt. 2.  
Nr. 6.

Wein- und Spirituosen AG. „Wesa“,  
Saarbrücken 5,  
Malhofen 3.

Wir laden hiermit unsere Aktionäre zu der am 6. September 1946, vormittags 11 Uhr, in unseren Geschäftsräumen, Malhofen 3, stattfindenden

## Generalversammlung

ein.

## Tagesordnung:

1. Vorlage der Geschäftsberichte, der Bilanzen und der Gewinn- und Verlustrechnungen für die Geschäftsjahre 1938 bis 1944. / Beschlußfassung über die Genehmigung.
2. Entlastung des Vorstandes und Aufsichtsrates.
3. Wahl des Bilanzprüfers.
4. Aufsichtsratswahl.

Zur Teilnahme an der Generalversammlung sind diejenigen Aktionäre berechtigt, welche ihre Aktien spätestens am zweiten Werktag vor der anberaumten Generalversammlung bei der Gesellschaftskasse bei einem Notar oder bei einer Bank hinterlegen.

Saarbrücken, den 17. Juli 1946.

Der Vorstand:  
Josef Huppert.

Messieurs les actionnaires de notre Société sont convoqués en assemblée générale le 6 Septembre 1946 à 11 h. au siège de la Société Sarrebruck, 3 Malhofen.

Imprimerie Nationale 3146 — J. 2046 (RH)

L'ordre du jour comprendra les points suivants :

- 1.) Présentation des compte-rendus, des bilans, comptes profits et pertes pour les exercices 1938 à 1944. Résolution concernant leur approbation.
- 2.) Décharge de la direction et du conseil d'administration.
- 3.) Élection des vérificateurs des bilans.
- 4.) Élection du conseil d'administration.

Seuls les actionnaires ayant déposé leurs actions au plus tard deux jours (ouvrables) avant la date de l'assemblée soit à la caisse de notre Société, soit auprès d'un notaire ou d'une banque pourront assister à celle-ci.

Sarrebruck, le 17. Juillet 1946.

Le directeur  
signé Josef Huppert.  
Nr. 7

## AMTSGERICHT VOLKLINGEN

Durch Ausschlußurteil des unterzeichneten Gerichts vom 28. Juni 1946 ist das Sparbuch der Stadtparkasse Völklingen Nr. 11 988, lautend auf Fr. Irmgard Fix, Völklingen, Püttlinger Straße 15, für kraftlos erklärt worden.

Völklingen, den 28. Juni 1946.

Das Amtsgericht.  
Nr. 8

## AMTSGERICHT VOLKLINGEN

Durch Ausschlußurteil des unterzeichneten Gerichts vom 5. Juli 1946 sind die Sparbücher der Stadtparkasse Völklingen Nr. 70 134 und 70 135, lautend auf Milchwirtschaft der Grube Luisenthal für kraftlos erklärt worden.

Völklingen, den 5. Juli 1946.

Das Amtsgericht.  
Nr. 9

BAD. VERB. VERBAND  
Eing. - 9. AUG. 1946